

Club " Courage et Convictions "

Manifeste pour nos valeurs

Affirmons nos valeurs

L'engagement politique vrai se fonde sur des valeurs fortes, et le courage de les défendre.

En retrouvant le sens de leurs valeurs communes, les Français seront mieux armés pour faire face aux défis politiques, économiques et technologiques que nous lance notre société. Dans ce monde en profonde mutation, souvent dominé par les intérêts particuliers et les corporatismes, l'action politique doit les guider en leur offrant un visage nouveau, en proposant un projet nourrissant un idéal, une vision, en même temps qu'une morale.

A nos yeux, valeurs spirituelles et valeurs civiques se confondent en un même humanisme au service du bien commun.

Notre vision d'un monde repose sur trois principes fondamentaux :

- au plan moral, c'est le respect de la personne humaine
- au plan politique, c'est la défense de la démocratie comme expression de l'intérêt général servie par la loi , interprète des valeurs fondamentales et par le contrat mode d'exercice de la liberté individuelle,
- au plan économique, c'est l'observation de la règle de la concurrence et le service du progrès social.

Ces valeurs, portent notre projet d'un société plus généreuse, plus attentive mais aussi plus responsable. Une société dont le but et l'idéal sont l'épanouissement de la personne.

Le respect de la parole donnée, le respect de nos concurrents loin de toute polémique et de toute démagogie, est une exigence d'un débat public moderne. Il est le préalable à tout dialogue sincère et fructueux avec les citoyens.

Nous croyons enfin à la vertu du courage comme gage du bon fonctionnement de notre démocratie. Le peuple attend de ses dirigeants d'être guidé. S'il est seul souverain pour valider les orientations qui lui sont proposées, les élus ont pour premier devoir de les mettre en œuvre, sans faiblesse, ni démagogie. Seul le courage rendra à la France et aux Français : audace, élan, volonté pour engager le renouveau attendu et redonner confiance.

Sommaire du Manifeste

I – Refonder la puissance publique *S'engager à réformer l'Etat*

- o Un Etat efficace et performant, garant du bien commun : *Recentrer l'Etat sur ses missions régaliennes*
- o Travailler à l'Union de l'Europe : *Après l'euro, faire enfin l'Europe*
- o Agir au sein des instances internationales : *Mieux faire entendre la voix de la France*

II – L'efficacité économique, condition du progrès social : *Affirmer sans complexe notre adhésion à l'économie de marché*

- Assurer la croissance et le plein emploi : *Restaurer la dignité et la primauté du travail*
- Libérer l'économie : *Réhabiliter le beau risque d'entreprendre*

III – Renforcer la cohésion sociale : *faire vivre le sentiment d'appartenance*

- Garantir l'égalité des chances - *Ouvrir l'école sur le monde*
- Soutenir les solidarités naturelles - *Restaurer les corps fondamentaux de la société*
- Signer un pacte intergénérationnel - *Réformer les retraites*
- Ouvrir le débat public - *Réformer l'Etat avec l'appui des citoyens*
- Préserver l'avenir - *Rendre une planète propre à nos enfants*

I - Refonder la puissance publique

S'engager à réformer l'Etat

1. **Un État efficace et performant, garant du bien commun** - Recentrer L'État sur ses missions régaliennes.

L'ÉTAT n'est pas une fin en soi : il doit être au service des citoyens et de l'intérêt général. Pour remplir sa mission au sein de l'Europe et dans un univers qui se mondialise, nous l'appelons solennellement à se réformer, c'est-à-dire au lieu de tout régenter, se recentrer sur ses missions qui lui sont propres (sécurité des personnes et des biens, Justice, diplomatie et défense).

Ce recentrage est urgent et nécessaire.

La sûreté n'est plus aujourd'hui garantie à chaque Français. Or chacun doit pouvoir vivre en sécurité dans une société libre et confiante. L'esprit de responsabilité individuelle qui fonde le pacte républicain doit plus que jamais être restauré. La responsabilité des parents doit être réaffirmée, la prévention renforcée et la l'instruction civique rétablie. Une trop grande majorité des jeunes Français connaissent mal les institutions de leur pays. Or, la démocratie a ses règles ; elle se vit au quotidien et comporte des devoirs. Les connaissent-ils ? Des réponses de justice et de fermeté doivent être apportées en sanctionnant lourdement la délinquance et la récidive. Elle appelle une police forte et respectée. Pour redonner efficacité à notre justice, les moyens nécessaires à son fonctionnement devront être accrus.

Les dernières crises internationales ont souligné la faiblesse de nos armées qui souffrent d'un sous-investissement chronique auquel il ne peut être remédié que par la stricte application des lois de programmation militaire.

La décentralisation est un gage d'efficacité des États modernes. Elle est aussi la pierre angulaire d'une société plus libre et plus responsable. Mais elle est en panne aujourd'hui en France. Simplifions la carte administrative et transférons les compétences aux échelons les mieux à même de les exercer.

L'attente d'une réforme de l'Etat est si grande que chaque Français doit y être associé. A l'instar des Cahiers de doléances de l'Ancien Régime qui précéderent la réunion des Etats généraux, instaurons les Cahiers de la Réforme afin que chaque citoyen soit appelé à apporter sa pierre à la reconstruction de l'édifice républicain.

La volonté réformatrice doit s'affirmer avec une vigueur sans précédent. Ainsi l'engagement doit-il être pris d'abroger, au cours de la prochaine législature, davantage de normes législatives et réglementaires plutôt que d'en créer de nouvelles. Et alléger ainsi le poids écrasant de l'écheveau de lois et de règlements pléthoriques. Trop de lois qui ne sont plus appliquées tuent le respect de la loi. Parlement et administrations seront ensemble mobilisés à desserrer le carcan qui paralyse la France.

2. Travailler à l'Union de l'Europe - Après l'euro, faire enfin l'Europe

En ouvrant aux Français un destin élargi, l'Union de l'Europe donne un sens et un horizon nouveaux à l'action publique. Dans un monde ouvert, les nations ne pourront affirmer demain leur souveraineté qu'en union étroite les unes avec les autres.

L'Euro concrétise ce vieux rêve. Consolidons maintenant avec la même audace l'Europe économique, politique, sociale, diplomatique et militaire, et développons chez elle la conscience de ses responsabilités face au monde.

Sur la scène internationale, l'Europe doit ainsi être en mesure de mettre en œuvre une aide au développement efficace, cohérente, fondée sur une analyse commune des défis de la pauvreté. Sur la base d'un dialogue approfondi avec nos alliés américains, l'Europe doit formuler des propositions alternatives ou complémentaires, conforme à ses valeurs et à ses intérêts, dans la gestion des crises. Enfin, cette cohérence diplomatique impose, pour être crédible, un outil militaire, commun, modernisé, réactif et autonome ".

Cette Europe sera respectueuse de la singularité de chacun de ses peuples. Elle s'organisera autour du principe de subsidiarité. C'est-à-dire qu'elle n'interviendra que là où elle sera plus efficace que les Etats. Les législations, principalement fiscales et sociales, doivent s'harmoniser. Une constitution fixera les droits et devoirs des citoyens européens et définira clairement le rôle de leurs gouvernants. C'est à cette condition que l'élargissement de l'Europe ne conduira pas à sa dislocation.

3. Agir au sein des instances internationales - Mieux faire entendre la voix de la France

L'accélération de la mondialisation appelle au renforcement du rôle des grandes instances internationales (Fonds Monétaire international, Banque Mondiale, Organisation Mondiale du Commerce...). Dans le concert des grands intérêts privés, la voix de la France et de l'intérêt général doit se faire mieux entendre. Ces instances doivent poser les fondations

d'une nécessaire régulation mondiale comme accompagnement naturel de la liberté accrue des échanges.

Là encore, seule une Europe forte parce qu'unie saura faire valoir les intérêts du Vieux Continent.

II – L'efficacité économique, condition du progrès social

Affirmer sans complexe notre adhésion à l'économie de marché

Notre conception est celle de l'économie de marché reposant sur la liberté économique. Celle-ci est le meilleur gage du progrès social. Un État fort, impartial, doit être l'arbitre d'une économie saine. Il doit offrir un environnement favorable à la croissance et au plein emploi.

1. **Assurer la croissance et le plein emploi** - Restaurer la dignité et la primauté du travail

Toute communauté pour créer richesses et emplois a besoin de l'imagination et de l'effort de l'ensemble de ses membres. A l'inverse, l'excès d'assistance altère la responsabilité individuelle, bafoue l'équité et compromet la croissance.

Aujourd'hui, l'action publique a atteint ses limites, elle s'appuie en effet sur des prélèvements sans cesse croissants dont l'efficacité est devenue dérisoire.

Nous proclamons la dignité souveraine du travail, source de richesse matérielle et morale. C'est son fruit que l'on redistribue. L'oublier bafoue sa valeur. Nous affirmons que l'activité doit demeurer la norme et le chômage l'exception, comme le montre l'exemple de nombreux pays industriels qui connaissent un niveau d'emploi bien supérieur au nôtre.

Réorientons la dépense sociale. La solidarité doit se conjuguer avec le respect et la dignité de la personne. Redéfinissons les modalités, aujourd'hui très étatiques, de la redistribution c'est-à-dire développons et remotivons chacun dans sa responsabilité de chacun. Donner une seconde chance à ceux qui sont à la recherche d'un emploi est notre exigence fondamentale.

C'est pourquoi, nous sommes favorables à une fiscalité sur le travail moins pénalisante et à plus d'équité fiscale. Nous devons promouvoir l'actionnariat salarié et ouvrir les fonds de pension à tous.

2. **Libérer l'économie** - Réhabiliter le beau risque d'entreprendre

Dans un monde ouvert, où la concurrence s'exerce au-delà des frontières, les acteurs économiques doivent s'appuyer sur un environnement qui les favorise, au niveau tant réglementaire, fiscal que financier.

Comme l'entreprise, l'État est désormais soumis à l'impératif d'efficacité. Il doit offrir aux Français un service public performant et garantir une utilisation efficace des deniers publics.

Des mesures urgentes s'imposent, en premier lieu le retour à l'équilibre des finances publiques grâce à la réduction de la dépense et de la dette publique et la diminution des prélèvements obligatoires.

L'acte d'entreprendre qui est encore mal considéré dans notre pays doit être réhabilité et encouragé. La fiscalité de demain devra privilégier

- o la création d'emplois dans le secteur marchand et non dans le secteur public,
- o la transmission des entreprises,
- o la sauvegarde des emplois peu qualifiés dans les entreprises soumises à la concurrence des pays à faible coût de main d'œuvre,
- o la libération de l'épargne destinée à s'investir dans les fonds propres des entreprises (fonds de pension) et à favoriser le capital-risque.

III - Renforcer la cohésion sociale

Faire vivre le sentiment d'appartenance à la communauté nationale

Non seulement, l'Etat doit assurer la sécurité des biens et des personnes, mais encore doit-il conforter la cohésion sociale pour que se renforce en chacun le sentiment d'appartenance à la communauté nationale. La première condition en est l'égalité des chances quelle que soit l'origine sociale.

1. **Garantir l'égalité des chances** - Ouvrir l'école sur le monde

L'éducation et la formation doivent s'ouvrir sur le monde, aux nouvelles technologies et aux métiers de demain, faciliter l'insertion, par l'emploi, développer le goût d'entreprendre et, pour cela, valoriser l'enseignement professionnel. L'assurance d'un emploi contribuera à apaiser la violence à laquelle cèdent certains jeunes qui s'estiment aujourd'hui sans avenir

2. **Soutenir les solidarités naturelles** - Restaurer les corps fondamentaux de la société

Une Nation se construit autour de liens forts, comme la famille, l'éducation, la protection sociale ou les corps intermédiaires, qu'il convient de soutenir.

La famille est la base de la société et a droit à sa protection Nous plaidons notamment pour des allocations familiales plus attractives et le renforcement de la responsabilité et de l'autorité des parents

3. **Signer un pacte intergénérationnel** - Réformer les retraites

Les solidarités doivent être préservées. La protection sociale doit être réformée en profondeur. Face au choc démographique dont les effets s'annoncent, notre système de retraite a besoin d'être consolidé : la durée d'activité doit être allongée par une incitation à prolonger la vie active. Les

régimes du public et du privé doivent être harmonisés. Et les fonds de pension créés.

Nous devons aussi assumer dans la clarté la priorité donnée à la santé publique en éclairant son coût et la répartition de son financement.

4. Ouvrir le débat public - Réformer l'État avec l'appui des citoyens

Avec les Cahiers de la Réforme évoqués plus haut, chaque citoyen serait associé au débat politique, d'où l'importance à accorder aux associations, aux syndicats, aux actifs (salariés, chefs d'entreprises, professions indépendantes et libérales).

5. Préserver l'avenir - Rendre une planète propre à nos enfants

Chaque génération est responsable du patrimoine qu'elle transmet : nous n'en sommes que les dépositaires avec droit d'usage de l'air, de l'eau, de la terre, du vivant, des paysages, de l'harmonie du monde qui nous accueille. L'équilibre du développement est une responsabilité éminente des démocraties développées.

Dans notre combat politique, nous sommes déterminés à défendre une certaine idée de la vie et de la société, à chasser la frilosité et la peur du lendemain bref à offrir les meilleures chances d'avenir aux Français et aux générations future

Sans courage, la démocratie devient stérile. Or, aujourd'hui l'absence totale de réformes (retraite, dépenses maladie, modernisation de l'Etat ...) menace l'avenir du pays.

Formuler en toute clarté nos choix, affirmer avec force et fierté notre détermination à les mettre en œuvre, tel est le plus grand service que nous puissions rendre à la Nation. Il s'agit tout simplement de la sauver de l'enlisement et du déclin qui la menacent.

Ces choix sont simples. Ils répondent à l'appel de l'histoire. Nous sommes convaincus que les Françaises et les Français sont prêts à l'entendre.